

LES DÉTENUS POLITIQUES OUBLIÉS PAR L'OTAN

## Le despote ouzbek s'achète une respectabilité



Une vague d'attentats a fait une quarantaine de mort en une semaine, à Tachkent et Boukhara. Des femmes kamikazes ont tenté de venger leurs maris torturés dans les geôles d'Islam Karimov. Oubliant soudainement leurs dénonciations de la dictature, la presse et les dirigeants occidentaux ont cessé leur soutien à cette révolte pour dénoncer le « *terrorisme international* » et proclamer leur confiance dans le despote. Ce revirement fait suite à l'accord Ouzbékistan-OTAN négocié par Donald Rumsfeld à Tachkent, le 24 février dernier, en vue de faciliter des projections de force en Afghanistan et vers les champs pétrolifères de la Caspienne.

page 2

### Les victimes « civiles » de Faludja

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Barry Yeoman relève le profil des victimes du drame de Faludja. Selon la presse, des civils états-uniens ont été lynchés par la foule. Il s'agissait en réalité de mercenaires de Blackwater USA et leur mort atroce met en lumière la présence de plus de 10 000 mercenaires aux côtés des Forces d'occupation de la Coalition. Ces « sous-traitants » échappent au contrôle des démocraties pour lesquels ils travaillent. Étrangement, ce sont désormais eux qui assurent la sécurité de Paul Bremer.

page 7

REPÈRE : 4 AVRIL 1968

### La presse aveugle ignore un crime d'État

À Memphis, Tennessee, le pasteur Martin Luther King est abattu le 4 avril 1968 sur le balcon de son hôtel. Militant pour les droits civiques et contre la ségrégation, il avait déclenché la colère de l'administration Johnson en prenant publiquement position contre la guerre au Vietnam. Au moment de son assassinat, King était à la demande de Marrell McCollough sur un balcon pour parler en privé avec lui. Celui-ci, militant du comité d'action, était surtout un policier infiltré, il travaille encore aujourd'hui à la CIA. Son associé à la police de Memphis, le lieutenant Earl Clark, dirigea les « recherches » dans les buissons en face de l'hôtel qui permirent de retrouver fort opportunément l'arme du crime. En octobre 1999, dans l'indifférence générale des médias, un tribunal de Memphis jugea, que M.L. King avait été la victime d'un crime d'État perpétré par des agents de la police fédérale. Magré cela, encore aujourd'hui la presse US et les livres d'histoire perpétuent la thèse du tireur isolé. ■



### ISRAËL ORGANISE LA FAMINE DANS LA BANDE DE GAZA

L'UNRWA, agence onusienne de secours aux réfugiés de Palestine, a annoncé le 1er avril 2004 qu'elle suspend son aide alimentaire dans la bande de Gaza. Les restrictions de circulation imposées par Israël l'empêchent d'acheminer les 250 tonnes de nourriture délivrées habituellement chaque jour et dont dépendent directement 600 000 personnes. Alors qu'en 2000, 7.6 % des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition, ils sont aujourd'hui plus de 22 % dans ce cas. À Gaza, la malnutrition a atteint, en 2003, un niveau comparable à celui des pays pauvres d'Afrique subsaharienne. En octobre 2003, le rapporteur spécial de l'ONU, Jean Ziegler, signalait l'imminence d'une catastrophe humanitaire imputable au bouclage des territoires par les forces d'occupation israéliennes. Le Haut Commissaire de l'UNRWA craint « que l'on n'assiste pour la première fois en deux générations à une réelle famine. » (sources : ONU, Rapport Ziegler) ■

## Les détenus politiques oubliés par l'OTAN

# Le despote ouzbek s'achète une respectabilité

**Une vague d'attentats a fait une quarantaine de mort en une semaine, à Tashkent et Boukhara. Des femmes kamikazes ont tenté de venger leurs maris torturés dans les geôles d'Islam Karimov. Oubliant soudainement leurs dénonciations de la dictature, la presse et les dirigeants occidentaux ont cessé leur soutien à cette révolte pour dénoncer le « *terrorisme international* » et proclamer leur confiance dans le despote. Ce revirement fait suite à l'accord Ouzbékistan-OTAN négocié par Donald Rumsfeld à Tashkent, le 24 février dernier, en vue de faciliter des projections de force en Afghanistan et vers les champs pétrolifères de la Caspienne.**



Islam Karimov et Donald Rumsfeld  
Devant le palais présidentiel, Tashkent, 4 novembre 2001.

Tout a commencé le dimanche 28 mars 2004, lorsqu'une explosion accidentelle a détruit un atelier à Boukhara, dans le Sud-Ouest de l'Ouzbékistan, tuant dix personnes. Selon les autorités, les victimes fabriquaient des bombes artisanales qu'elles ont fait exploser accidentellement causant leur propre mort. Le lendemain, deux femmes kamikazes firent exploser leurs charges parmi des policiers, en tuant quatre ainsi qu'un enfant. Puis, les Forces spéciales ouzbekes donnèrent l'assaut d'un immeuble où s'étaient retranchés des individus qui venaient d'attaquer un barrage de policiers. De nouveaux attentats suicide ont été rapportés pour les journées de mardi et mercredi portant le bilan de ces actions à plus de quarante morts. Jeudi, alors qu'une autre femme faisait exploser une bombe, faisant une victime et la laissant gravement blessée, le

patron des services anti-terroristes, Ilya Pyagay, accusait formellement Al Qaïda d'être responsable de cette vague d'attentats dirigés contre des civils. Très peu de doutes subsistent pourtant sur le fait qu'ils étaient dirigés exclusivement contre les forces de l'ordre et généralement approuvés par une population radicalisée par la pauvreté, la répression et la corruption des élites.



L'Ouzbékistan, pays d'Asie centrale le plus peuplé avec près de 26 millions d'habitants, est devenu indépendant en 1991 après la dislocation de l'URSS. Régnant d'une main de fer sur le pays depuis lors, son président, Islam Karimov, a été réélu pour la seconde fois en janvier 2000 avec 91,9 % des voix. L'OSCE et l'Union Européenne ont critiqué le déroulement de ces élections d'autant que le régime de Tachkent a la réputation d'être l'un des plus autoritaires au monde. Malgré les importantes ressources du pays (gisements d'or, de charbon et gaz naturel notamment) et la production de coton (dont l'Ouzbékistan est le deuxième exportateur mondial), l'accaparement des secteurs producteurs de richesses par les groupes au pouvoir et la corruption rampante ont ramené le revenu moyen à l'un des plus bas niveaux de la région, soit environ 40 dollars par mois. Le PIB par habitant a chuté de plus de 40 % depuis 1998 [1]. La population, alphabétisée à un taux de plus de 99 %, est à 88 % musulmane, avec également une faible proportion de chrétiens orthodoxes.

Situé au milieu des Républiques d'Asie centrale, région elle-même située au centre de la zone géographique communément appelée Eurasie, qui s'étend de l'Est de la Pologne au Pacifique et englobant la Russie et la Chine, l'Ouzbékistan est l'exemple type de l'État hautement stratégique. Zbigniew Brzezinski, dans son maître-livre « *Le grand échiquier* », le désigne comme la clé de la domination de l'Eurasie. Il n'est donc pas surprenant que George W. Bush, dans un discours devant le Congrès quelques jours après les attaques du 11 septembre 2001, ait désigné ce pays comme le premier endroit où seraient déployées les troupes états-uniennes. L'étroite coopération d'Islam Karimov, qui a prêté des installations militaires et autorisé la présence de forces U.S. sur son territoire, a été récompensée par la discrétion de Washington à propos des abus de son régime. De plus, en 2003, une augmentation de 258 % des prêts destinés à l'achat d'équipements militaires états-uniens dans le cadre du programme *Foreign Military Financing* a élevé la somme totale de l'aide accordée à 25 millions de dollars. Ce programme inclut l'entraînement des Forces Spéciales ouzbekes pour les opérations anti-insurrectionnelles [2]. En dehors de gestes purement symboliques comme la libération d'une prisonnière d'opinion lors de la visite de Donald Rumsfeld dans la région [3], la situation ne

semble pas s'améliorer sur le plan des droits de l'homme et cela durera probablement tant que Washington soutiendra la dictature de Karimov.

En novembre 2002, le rapporteur des Nations unies sur la torture, Theo van Boven, détaillait dans un rapport le recours « *systématique* » à la torture par les services d'ordre et dans les prisons. L'ONG **Human Rights Watch** vient quant à elle de produire un rapport de 320 pages [4] qui fait lui aussi état de détentions abusives, tortures systématiques, humiliations et l'incarcération de 7000 personnes dans des conditions inhumaines. L'organisation place le régime de Tachkent parmi les plus répressifs de la planète. Les musulmans indépendants, qui ne prient et ne prêchent pas dans les mosquées contrôlées par l'État, sont particulièrement opprimés.

C'est d'ailleurs une organisation musulmane indépendante, Hizb-ut-Tahrir (« Parti de la libération »), interdite en Ouzbékistan et dont les membres remplissent les prisons, qui est soupçonnée par le gouvernement ouzbèk d'être à l'origine des attentats de ces derniers jours. Ce mouvement, fondé en 1952 et basé à Londres, se proclame non-violent et rien ne prouve son implication dans des attentats par le passé. Il veut instaurer le Califat dans la région exclusivement par le biais de la propagande, de manifestations et le ralliement de membres du gouvernement à sa cause. Il est également actif au Tadjikistan, pays voisin de l'Ouzbékistan. Son porte-parole, Imran Wahid, nie toute implication et il va même jusqu'à accuser Karimov d'avoir orchestré lui-même ces attentats pour rallier l'Occident à une répression déguisée en lutte contre le terrorisme. [5]

Un autre mouvement sur qui portent les soupçons, le Mouvement Islamique de l'Ouzbékistan ou MIO, qui prône également l'instauration d'un Califat, mais par la violence, fut créé à la fin des années 80 dans la vallée du Ferghana et aussitôt interdit. Il a participé à la guerre civile au Tadjikistan dans les années 90 avant de se replier en Afghanistan aux côtés du régime Taliban. Il se trouve donc aujourd'hui très affaibli.

Le régime de Karimov a pour habitude de qualifier de « *Wahhabites* » tous les musulmans qui pratiquent leur religion en dehors du cadre établi par l'État, pour les stigmatiser comme fondamentalistes, en dépit du fait qu'ils ne pratiquent pas le wahhabisme et n'ont aucun lien avec l'Arabie Saoudite. Ils sont arrêtés, sommairement jugés et incarcérés pour « *subversion* », « *transgression de l'ordre constitutionnel* » ou « *activités anti-gouvernementales* ».

C'est la première fois que des attentats suicide sont perpétrés dans la région, qui plus est par des femmes. En 1999, le plastiquage de bâtiments gouvernementaux à Tachkent avait été attribué au MIO, sans qu'aucun élément de preuve ne soit avancé. Il avait été suivi par une vague de répression dans les milieux musulmans indépendants. Notons également que les attentats sont essentiellement dirigés contre les forces de l'ordre, perçues à juste titre par la population comme responsables de la terreur que fait régner le régime de Karimov. Ainsi, les trois attentats suicide de la semaine dernière ont eu lieu dans ou à proximité de marchés où des policiers corrompus harcèlent constamment les marchands pour les racketter. Le désespoir des commerçants

est d'autant plus grand qu'une loi vient d'être promulguée, interdisant la vente de produits non alimentaires sur les marchés [6].

Dans une intervention télévisée, le 29 mars, Islam Karimov a implicitement pointé Al Qaïda du doigt en imputant la responsabilité des violences à des islamistes radicaux « *coordonnés depuis l'étranger* ». Il a ajouté que ces attentats étaient en préparation depuis huit mois, ce qui est pourtant en apparente contradiction avec la logistique rudimentaire et la cible de ces actions. Malgré la censure de la presse et de multiples contradictions et zones de flou dans les comptes-rendus des opérations de ces derniers jours, la presse occidentale s'est empressée de relayer la thèse selon laquelle les attentats ont été fomentés depuis l'étranger par des groupes proches d'Al Qaïda. Tout en gardant ses distances par rapport aux déclarations du gouvernement ouzbèk, elle évite de mentionner que les victimes étaient pour la plupart des policiers, ce qui a pour effet de lier, dans l'esprit du lecteur, ces attentats à ceux de Madrid en mars et de New York en 2001 (*Le Monde* du 31 mars). On retrouve aussi un peu partout le point de vue conspirationniste d'un analyste de la Fondation Carnegie de Moscou, Alexeï Malachenko, selon qui les attentats « *montrent à Karimov qu'il ne contrôle pas entièrement la situation. Ils sont liés à un réseau terroriste islamique plus vaste, à ce qui est arrivé à Madrid, à ce qui se passe en Irak et en Afghanistan. Ils jouent sur deux plans et c'est très dangereux* » (*Le Figaro* du 31 mars). La phrase a d'autant plus d'impact qu'elle conclut l'article. *Le Progrès* de Lyon, pour sa part, titre sans ambages « *Le MOI lié avec Ben Laden* » dans son édition du 31 mars.



Islam Karimov et Lord Robertson  
Siège de l'OTAN, 21 novembre 2002.

Les contradictions de la presse occidentale, qui prend un jour la défense du peuple ouzbek opprimé par le régime de Karimov pour le lendemain qualifier toute résistance de « *terrorisme islamiste* », reflètent le revirement de position de Washington. Dès l'arrivée de l'administration Bush à la Maison-Blanche, le vice-président Dick Cheney avait négocié l'installation d'une base militaire US en Ouzbékistan. Le 5 octobre 2001, le secrétaire à la Défense,

Donald Rumsfeld, s'était rendu à Tachkent

pour négocier l'usage de cette base dans la guerre d'Afghanistan, qui débuta deux jours plus tard. Karimov était un allié sûr contre les Talibans qu'il avait toujours voulu combattre. Il facilita la coordination avec le général ouzbek afghan Dostun et laissa le Pentagone faire tout usage de la base qu'il lui avait concédé. En mars 2002, les États-Unis et l'Ouzbékistan signèrent une Déclaration de partenariat stratégique censée encourager des réformes économiques et politiques, mais en réalité exclusivement destinée à adapter les armements ouzbeks aux normes OTAN. Le 24 février 2004, soit un mois avant la vague d'attentats, Donald Rumsfeld se rendit à nouveau à Tachkent pour finaliser l'entrée de l'Ouzbékistan dans le Partenariat pour la Paix de l'OTAN. Il s'agit de garantir l'interopérabilité des forces, de construire une base permanente utilisable pour tout déploiement de logistique dans la région en vue de projeter des commandos aussi bien sur le théâtre d'opérations afghan (où l'OTAN est déjà installée) que sur celui de la Caspienne. Une fois ce pas franchi,

Karimov est subitement passé du statut de despote infréquentable à celui de défenseur de la civilisation face au terrorisme islamique.

Ainsi le 15 février 2004, le Commissaire européen aux Relations extérieures, Chris Patten, déclarait « *La torture et d'autres violations des droits de l'Homme, des restrictions réduisant les libertés fondamentales n'aident pas et n'aideront pas à éradiquer le terrorisme. (...) Elles sont, au contraire, les facteurs qui nourrissent la haine et l'amertume qui font le lit du terrorisme* ». Mais le 30 mars, une fois l'accord OTAN négocié, il affirmait sans crainte de se contredire : « *Je n'ai aucun doute sur le fait que ces évènements [les attentats et leur répression NdIR] ne feront que renforcer le rôle actif de l'Ouzbékistan dans le combat mené par la communauté internationale contre le terrorisme* ». Réuni le 2 avril à l'occasion de l'adhésion de sept nouveaux États, le Conseil de l'Atlantique-Nord a publié une **Déclaration sur le terrorisme** dans laquelle il assimile les attentats commis à New York avec ceux d'Istanbul d'Irak... et d'Ouzbékistan.

La sanctification de Karimov permet aux agences de presse occidentales de réécrire l'histoire et de tromper ses acteurs : désormais des femmes qui se suicident pour venger leurs maris torturés dans les geôles du régime deviennent des « *terroristes internationaux* », tandis que les policiers qu'elles attaquent deviennent d'innocentes victimes civiles. Ainsi, commentant les attentats, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, exprimait sa consternation et déplorait les victimes « *pour la plupart des civils* ».

### Arthur Lepic

---

[1] International Crisis Group, *Central Asia Report N°76*, mars 2004

[2] Amnesty International, mai 2003

[3] Associated Press, 24 février 2003

[4] Résumé en Français disponible sur le serveur de Human Rights Watch : *Les ennemis imaginaires de l'État : persécutions religieuses en Ouzbékistan*, mars 2004

[5] *Le Temps*, n° 1907, 31 mars 2004

[6] *Pacific News Service*, 30 mars 2004

# Les victimes « civiles » de Faludja

## Analyse

Le journaliste Barry Yeoman, du mensuel progressiste *Mother Jones*, relève dans le *New York Times* le profil des victimes du drame de Faludja. Selon la presse, des civils états-uniens ont été lynchés par la foule. Il s'agissait en réalité de mercenaires de Blackwater USA et leur mort atroce met en lumière la présence de plus de 10 000 mercenaires aux côtés des Forces d'occupation de la Coalition. Ces « sous-traitants » échappent au contrôle des démocraties pour lesquels ils travaillent.

Observons que bien d'autres questions doivent être posées à propos de cette affaire. Ainsi, il apparaît qu'après la tentative d'assassinat de Paul Wolfowitz, c'est Blackwater et non les Marines qui assure la sécurité de Paul Bremer III, comme si celui-ci n'avait qu'une confiance relative dans ses troupes.

Bernard Bot, ministre néerlandais des Affaires étrangères, s'adresse aux lecteurs du *Los Angeles Times* à propos de la réponse de l'Union européenne (dont les Pays-Bas assureront en juillet la présidence) au terrorisme. Prenant au mot l'analyse états-unienne du phénomène, il en tire des conclusions iconoclastes pour les lecteurs : si les attentats de Madrid sont imputables à Al Qaïda et s'ils visent à déstabiliser les démocraties occidentales, alors il nous faut défendre nos valeurs, au premier rang desquelles les libertés individuelles. La lutte contre le terrorisme ne doit donc pas se traduire par des mesures d'exception.

Voilà qui rassurera Cesare Battisti, sous le coup d'un mandat d'extradition pour « terrorisme ». Il récuse dans *Le Monde* la biographie de chef des Brigades rouges et de tueur qu'on a dressé de lui. Il assure s'être distancié de ses erreurs de jeunesse et ne pas comprendre la vindicte qui le poursuit.

James Dobbins de la Rand Corporation explique dans l'*International Herald Tribune* pourquoi les États-Unis retardent toute décision au Kosovo. Selon lui, l'indépendance du Kosovo est la meilleure solution, mais elle ne peut être mise en œuvre sans dangers. C'était de toute manière la volonté de Washington et de Berlin depuis le début et l'Allemagne reçoit déjà, dans les conférences diplomatiques, des représentants du Kosovo avec le rang d'État indépendant. George Soros, qui fut particulièrement actif dans les troubles en ex-Yougoslavie, se réjouit dans *Le Figaro* de « l'initiative de l'Europe élargie », qui vise à faciliter, sans contreparties, la démocratisation des voisins de l'Union européenne. Mais il craint qu'elle ne s'enlise dans la bureaucratie bruxelloise et préconise donc l'application du modèle de son action à travers l'Open Society Institute : s'appuyer sur la société civile pour contourner les réticences des gouvernements. Derrière l'apparente querelle de méthode en vue d'une efficacité optimale, ce sont en réalité deux conceptions antagonistes qui s'expriment. Soros prêche l'ingérence dans les affaires intérieures des États pour modeler leur évolution en stimulant la contestation à la base, tandis que l'Union entend respecter les souverainetés locales et dénouer les situations par le haut.

Enfin, Lien Chan demande dans l'*International Herald Tribune* un nouveau décompte du scrutin présidentiel à Taiwan. On ne peut que regretter à ce sujet qu'aucune analyse comparative n'ait été faite entre les attentats du 11 mars à Madrid et ceux du 19 mars à Taipei et sur leurs conséquences électorales.

Réseau Voltaire

## Barry Yeoman



Barry Yeoman est journaliste indépendant. Il écrit fréquemment pour *Mother Jones* et *Discover*

### « Besoin d'une armée ? Passez juste un coup de fil »

Source : New York Times

Référence : « Need an Army ? Just Pick Up the Phone », par Barry Yeoman, *New York Times*, 2 avril 2004.

L'attaque meurtrière contre quatre civils américains à Faludja en Irak a fait les unes du monde entier, mais a aussi amené les Américains à s'intéresser à une entreprise dont peu avaient entendu parler : **Blackwater USA**. Il s'agit d'une compagnie militaire privée qui assurait la sécurité d'un convoi alimentaire en Irak quand ses hommes ont été attaqués.

Elle offre une vaste quantité de services autrefois fournis par les seuls militaires. L'entreprise entraîne des soldats au contre-terrorisme ou au combat urbain. Elle loue également des soldats. En février, elle a entraîné des ex-commandos chiliens, dont certains ont servis sous Pinochet, pour les envoyer en Irak. Blackwater n'est pas la seule de ces compagnies et aujourd'hui 10 000 contractants privés sont en Irak, cela représente plus que le nombre de



Britanniques.

Certains sont membres de grandes compagnies comme **Halliburton**, mais la plupart appartiennent à des entreprises au nom obscur. Elles se trouvent partout dans le monde et représentent un marché de 100 milliards de dollars par an. Cette activité a réellement explosé sous **George W. Bush**, même si on en voyait les prémises sous **Bill Clinton**. Le président de Blackwater affirme aujourd'hui vouloir posséder la plus grande et la plus professionnelle armée privée du monde.

Cela soulève un certain nombre de préoccupations. La guerre n'est-elle pas censée être l'affaire des gouvernements ? Les contractants privés sont supposés être moins chers, mais leur bon rapport qualité-prix n'a jamais été démontré. Cela permet surtout au **Pentagone** de mener des opérations attirant moins l'attention (les 20 morts qu'ont connu ces compagnies lors d'une opération en Colombie ont à peine été enregistrés) et qui demandent de moins rendre de compte (en Bosnie, des agents de **DynCorp** mêlés à un trafic sexuel pédophile impliquant des filles de 12 ans ont été renvoyés en Amérique alors que des militaires seraient passés en cour martiale). Toutefois, rien n'interdit à ces compagnies de cesser leurs activités quand elles l'entendent en laissant les États-Unis dans un bourbier.

## Bernard Bot



Bernard Bot est ministre néerlandais des Affaires étrangères.

### « L'Europe fait face au terrorisme »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Europe Meets Terror Head-On », par Bernard Bot, *Los Angeles Times*, 2 avril 2004.

Nous n'avons pas besoin des attentats de Madrid pour reconnaître le caractère barbare du terrorisme ou pour savoir qu'Al Qaïda considèrerait l'Europe comme une cible « légitime ». Des citoyens européens ont déjà péri à New York, Bali, Casablanca, Istanbul et à d'autres endroits. L'Europe y a répondu en gelant les avoirs des terroristes. La sécurité aérienne et maritime a été renforcée tout comme les politiques d'immigration et d'attribution des visas. Des cellules terroristes ont été démantelées partout en Europe et des attentats évités. Madrid a cependant détruit nos illusions sur la sécurité en Europe et nous savons que faire sauter des trains espagnols ne va pas calmer l'appétit d'Al Qaïda dans sa volonté de commettre des attentats pour détruire la démocratie en Occident. Certains commentateurs états-uniens ont décrit le 11 mars comme un test pour la résolution européenne à maintenir ses troupes en Irak, mais il ne s'agit pas du vrai test. Pour savoir quel est le vrai test posé par Al Qaïda il faut analyser ses motivations.

Or son objectif est de détruire les démocraties libérales et les libertés fondamentales donc le vrai test de l'Europe sera de combattre le terrorisme tout en protégeant précisément les valeurs universelles et les libertés fondamentales. Il faut développer le dialogue avec le monde musulman et tenter de résoudre le conflit israélo-arabe. Nous promettons à ceux qui craignent à la fois le terrorisme et la riposte européenne que nous préserverons nos valeurs.

## Cesare Battisti



Cesare Battisti, écrivain, vit en France. Ancien membre du groupe prolétaire armé pour le communisme, il est sous le coup d'une demande d'extradition émise par l'Italie.

### « Inexplicable cauchemar »

Source : Le Monde

Référence : « Inexplicable cauchemar », par Cesare Battisti, *Le Monde*, 2 avril 2004.

Il m'est très difficile d'écrire cette lettre s'adressant à vous, Italiens et Français, car je suis paralysé par un sentiment d'incrédulité et d'impuissance face à tous ces cris qui ont déferlé sur moi. Je suis accablé par la rumeur : « criminel odieux », « assassin », « tueur » ; cet homme qui porte mon nom dans les journaux, je ne le reconnais pas.

J'ai bien été membre d'un groupe armé en Italie, comme des milliers d'autres personnes, mais je n'étais le « chef » de personne. Ne faisant plus confiance à la justice de mon pays, j'ai fui à l'étranger et j'ai été condamné à la prison à vie par contumace, sans possibilité de me défendre, sans pouvoir rencontrer mon avocat et sur la seule foi de la parole de « repentis » contraints de négocier leur peine.

Mon engagement politique fait partie de mon passé et cela fait des années que j'écris pour comprendre et faire comprendre mon parcours chaotique et en éloigner les jeunes. Mes années d'errements, je les ai payées de plusieurs années de prison et de vingt années d'exil. Averti de la parole de la France ouvrant ses frontières aux Italiens, je m'y suis réfugié il y a quatorze ans et on m'a déclaré non-extradable. Aujourd'hui, sans que je comprenne, ni comment, ni pourquoi, l'extradition me menace et si tel devait être mon destin, justice ne serait pas faite.

## James Dobbins

James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

### « Kosovo : retarder est la moins mauvaise des solutions »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Kosovo : Delaying is the least-bad option », par James Dobbins, *International Herald Tribune*, 2 avril 2004.

Les récents déclenchements de violences ethniques au Kosovo ont conduit la communauté internationale à repenser son approche. L'idée d'une partition du territoire fait son chemin. Toutefois, cela ne veut pas dire que, jusqu'ici, la politique menée a été un échec.

Si après la guerre au Kosovo, la communauté internationale a décidé de repousser *sine die*, une décision sur un statut final, ce n'est pas parce qu'elle a eu la naïveté de croire que l'attente entraînerait la réconciliation ethnique, mais

parce qu'elle a compris que le Kosovo n'accepterait jamais la domination de Belgrade à nouveau. Reconnaître ce fait aurait encouragé les tendances séparatistes dans les Balkans, revigoré le nationalisme serbe et rendu moins probable une révolution démocratique dans ce pays. En différant la résolution de la question kosovare, la Serbie a pu connaître sa révolution démocratique, bien qu'incomplète, et les pays voisins ont pu se stabiliser. Toutefois, dans le même temps, la communauté internationale s'est détournée du Kosovo et les populations locales perdent patience.

Aujourd'hui, c'est l'absence de statut qui est un facteur de déstabilisation pour la région et il n'y a que deux solutions envisageables : l'indépendance de la province entière avec des troupes de l'OTAN présentes pour protéger les populations serbes ou la partition du territoire, ce qui amènerait une part du territoire à revenir dans le giron serbe. Chacune des options entraînera un développement des tendances séparatistes en Macédoine, Bosnie et Monténégro, mais la solution préservant l'intégrité territoriale du Kosovo est la meilleure.

Aujourd'hui, la situation n'est plus la même qu'en 1999 et le Kosovo est mieux préparé à se gouverner.

## George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The Bubble of American Supremacy*.

### « Promouvoir une Europe agrandie »

Source : Le Figaro

Référence : « Promouvoir une Europe agrandie », par George Soros, *Le Figaro*, 2 avril 2004.

La Commission européenne est en train de développer « l'initiative de l'Europe élargie » qui vise à développer un « arc de pays bien gouvernés » aux frontières de l'Union européenne, mais cette initiative ne peut pas tenir ses promesses si elle demeure dans la bureaucratie de Bruxelles. Elle doit devenir une réelle initiative politique.

Dans le passé, la voie vers l'adhésion était jalonnée d'accords d'association. Les pays se trouvant aux frontières de l'est et du sud de l'Europe ont pour principale caractéristique de manquer des nombreux attributs démocratiques requis pour l'adhésion. L'Initiative de l'Europe agrandie vise à développer ces attributs, mais les accords d'association risquent de ne pas être suffisants. Dans les Balkans, ils ont échoué faute de financement et n'ont pas entraîné de démocratisation ou de rapprochements entre les pays de la région.

L'initiative de l'Europe agrandie commence sur une bonne idée : promouvoir le développement démocratique dans les pays limitrophes sans attendre ou exiger de concessions réciproques. Toutefois, cette politique doit être adaptée à chaque pays. Dans les pays de l'Europe de l'Est, l'Union européenne est en compétition avec la Russie qui veut reconstituer son empire. Il faut donc inciter les États à se rapprocher de l'Europe en leur offrant des bénéfices rapides de la démocratisation. L'Union européenne doit également s'inspirer de ce que je fais avec les fondations Open Society, présentes dans tous les pays de l'ex-bloc soviétique, et tisser des liens avec la société civile, surtout si les gouvernements

ne sont pas réceptifs.

Il est urgent d'élaborer des plans d'action individuels avant même le commencement de l'initiative de l'Europe agrandie, notamment en direction de l'Ukraine et de la Moldavie où les fraudes électorales s'accroissent. Il faut freiner ces tendances en promettant des récompenses substantielles. La Russie est en train de perdre également ses rares attributs de société ouverte, il faut donc, par le commerce et les liens économiques, l'encourager à l'ouverture tout en cessant de la considérer comme une démocratie naissante.

## Lien Chan



Ancien Premier ministre et vice-président taiwanais et l'un des hommes les plus riches de son pays, Lien Chan est le candidat du Kuomintang à la présidence de Taiwan.

### « Le vote de Taiwan : Nous avons besoin d'un nouveau décompte et d'une enquête »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Taiwan vote : We need a recount and an inquiry », par Lien Chan, *International Herald Tribune*, 2 avril 2004.

Jusqu'à l'élection présidentielle du 20 mars, Taiwan incarnait le parfait exemple de la théorie de la modernisation : la démocratie politique suit la croissance économique. Mais depuis cette élection, la démocratie taiwanaise est en question.

Le résultat électoral s'est décidé à 0,2 % des voix sur 13 millions d'électeurs. Depuis l'annonce des résultats, des dizaines de milliers de personnes affirment leur insatisfaction vis-à-vis du processus électoral. Cela risque de creuser des fractures dans la société taiwanaise. Je ne me bats pas pour gagner ou perdre l'élection, mais pour défendre la démocratie. Je suis donc préoccupé par les irrégularités constatées et par la mystérieuse tentative d'assassinat contre le président Chen Sui-ban et contre sa vice-présidente, le 19 mars, quelques heures avant les élections.

Il faut un nouveau décompte, mais l'opposition et le parti sortant n'ont pas trouvé d'accord sur la méthode : l'opposition veut un nouveau décompte général sous contrôle judiciaire, tandis que le parti sortant veut un décompte administratif de quelques bureaux de vote. J'ai affirmé qu'en cas de nouveau compte honnête, je me plierai au résultat, mais la méthode proposée par le parti sortant consiste à le mettre en position de juge et partie.

Je souhaite aussi une enquête sur la tentative d'assassinat car beaucoup de points restent obscurs et parce qu'elle a influencé les votes des électeurs. Nous devons aussi déterminer combien de policiers et de militaires n'ont pas pu voter du fait du déclenchement du mécanisme de sécurité activé par le gouvernement suite à la tentative d'assassinat. Selon le gouvernement, ils seraient 37 000, nous pensons qu'ils ont été 200 000.

Nos demandes sont faites par souci de transparence, fondement de la démocratie.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .